

A la « réserve de salariés » s'ajoutera une baisse du coût moyen des salariés : en plus du blocage des salaires, le gouvernement se prépare très sérieusement, — pour freiner légèrement les investissements patronaux en machines qui remplacent les ouvriers — à baisser le taux des cotisations sociales versées par les employeurs.

Pour le moment, seules les manœuvres d'approche ont lieu ; mais l'offensive se prépare sous couvert d'un débat, apparemment abstrait sur le progrès technique et ses effets.

UN FAUX DEBAT

Pendant toute la phase de 1950 à 1974, l'idée bourgeoise dominante, assez souvent répétée, peut se résumer sous la forme que lui a donnée le chancelier social-démocrate allemand Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, qui créeront les emplois d'après-demain.* » Mais, actuellement, une étude commandée à l'INSEE vise à mieux calculer les liens entre « *investissement, productivité, et substitution du capital au travail.* »

La raison en est simple : nul ne peut sérieusement proposer des échéances précises pour ces fameuses créations d'emplois. Et la bourgeoisie d'incriminer, pour expliquer le chômage actuel, toute une série de causes : les « classes nombreuses » de l'après-guerre prenant la suite de « classes creuses » de la génération précédente, et « la crise mondiale », auxquelles s'ajoute cette « *nouvelle prétention des femmes* », comme dirait Barre, à s'intégrer au marché de l'emploi... En bref : pour que le taux de chômage ne progresse pas, il faudrait un taux de croissance de 5 ou 6 % alors qu'il est de 1 % ou même de près de 0 %.

Pourquoi les emplois disparaissent-ils ? Parce que les capitalistes ne peuvent bien sûr pas cesser d'investir en modernisations diverses : chacun a intérêt à avoir les meilleurs moyens de production, pour être plus compétitif que ses concurrents, dans l'immédiat comme dans la perspective d'une reprise économique. Et cette « modernisation » technique réduit le nombre de salariés nécessaire pour la production si elle n'augmente pas massivement.

Le fameux « théorème de Schmidt », en effet, était faux. La réalité du système capitaliste, comme le dit le commissaire français au Plan, Michel Albert, est beaucoup plus étroitement dominée par la recherche du profit : « *Les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain, qui feront la compétitivité d'après-demain, qui fera peut-être l'emploi de...* » L'optimisme social-démocrate reposait sur l'illusion d'un système capitaliste sans contradiction fondamentale...

La bourgeoisie, devant la crise, cherche une « *cohésion nationale* » : il faut se moderniser pour ne pas être dépassé par les concurrents ; cela entraîne des diminutions d'emplois ; il faut donc transformer divers mécanismes sociaux qui généraient cette préoccupation déterminante de la compétitivité internationale de « *notre industrie* ».



Les faux débats sur le progrès technique et ses contradictions apparaissent assez vite pour ce qu'ils sont : une préparation psychologique à la remise en cause des règles devenues habituelles depuis 1945 : plein emploi relatif et prise en charge par la Sécurité sociale.

Derrière le chômage — après qu'on ait vu comment l'indemnisation des sans-travail devenait beaucoup moins efficace (voir encadré p....) —, il se profile maintenant la remise en cause complète de la Sécurité sociale telle qu'elle a fonctionné depuis la Libération. D'où la proposition en cours d'étude d'une baisse du

taux de la cotisation patronale, pour faire baisser le prix total de la main-d'œuvre. Cela entraînera, bien sûr, le maintien de certains emplois : pourquoi, par exemple, automatiser telle tâche d'expédition dans une usine quelconque si la main-d'œuvre, localement, coûte par comparaison moins cher ? Mais dans l'ensemble, cela ne détournera pas les principales entreprises capitalistes de la course à la compétitivité.

La seule conséquence pratique, soyons en bien persuadé, sera dans la transformation de l'équilibre budgétaire de la Sécurité sociale : moins de cotisations patronales, deux millions de chômeurs, d'où un déficit important, et par la même occasion, une remise en cause des formes d'indemnisation ; le plus vraisemblable est l'éclatement de la Sécurité sociale en

plusieurs organismes, avec le développement d'assurances privées complémentaires.

Ne pas lutter pour la disparition du chômage — comme les directions réformistes le font —, c'est à l'évidence ouvrir la porte à toutes les remises en cause des acquis ouvriers. C'est aussi laisser les innovations techniques se retourner comme des ennemis contre les travailleurs ; elles devraient, au contraire, permettre la diminution massive du temps de travail et le partage entre tous du travail disponible, afin d'assurer au plus tôt la disparition de toutes les tâches pénibles.

TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS

Devant la crise, c'est au nom des exigences élémentaires des travailleuses et des travailleurs que nous disons aux directions réformistes : l'unité de toute la classe ouvrière est indispensable pour ne pas faire les frais de la politique bourgeoise. On ne peut pas défendre à la fois les intérêts des exploités et des exploités.